

ATELIER NATIONAL DE VALIDATION :

Renforcer les Approches Nationales pour Faire Face aux Risques Sécuritaires Liés à l'Extrémisme Violent et au Climat

3 & 4 décembre 2024 | Nouakchott, Mauritanie





Contexte

En mai 2024, grâce à la généreuse contribution du gouvernement allemand, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) a lancé un nouveau projet visant à relever les défis interdépendants du changement climatique et de l'extrémisme violent au Sahel. Le projet, intitulé « *Renforcer les approches nationales et régionales pour faire face aux risques de sécurité et d'extrémisme violent liés au climat* », est mené en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Cette initiative vise à développer et à améliorer les stratégies et les politiques aux niveaux national et régional pour faire face aux risques de sécurité posés par le changement climatique et l'extrémisme violent au Sahel. Au cœur de cet effort se trouve le développement et la diffusion d'une méthodologie d'évaluation des risques liés au changement climatique et à l'extrémisme violent spécifique au contexte Mauritanien. Cet outil méthodologique a été conçu en étroite collaboration avec les acteurs locaux afin de refléter leurs besoins spécifiques et de guider les parties prenantes dans leurs efforts de consolidation de la paix et de renforcement de la résilience à travers le pays.

L'Atelier de Validation

L'objectif principal de cet atelier national de validation était de présenter et d'enrichir cette nouvelle méthodologie d'évaluation des risques intitulée « *Analyse des Risques Interconnectés de Sécurité Climatique et d'Extrémisme Violent : Un Guide Pratique Pour La Mauritanie* ». Pour ce faire, l'atelier a rassemblé une diversité d'acteurs clés, incluant des représentants du



gouvernement, des organisations de la société civile, des experts et des agences des Nations Unies, créant ainsi une plateforme propice à l'échange et à la collaboration.

L'atelier a marqué une étape importante dans l'adoption de cette méthodologie, en offrant une **présentation détaillée** des différentes étapes de l'outil, allant de la cartographie des vulnérabilités à l'identification de solutions concrètes adaptées au contexte mauritanien. Cet espace d'échange a renforcé l'appropriation locale de la méthodologie, les discussions interactives et les travaux en groupes permettant aux participants de partager leurs expériences locales et de suggérer des ajustements pour mieux refléter les réalités climatiques et sécuritaires spécifiques du pays. L'atelier a également illustré le potentiel de l'outil pour appuyer **l'identification et l'analyse des risques** liés au changement climatique qui pourraient avoir un impact sur l'extrémisme violent grâce à une utilisation renforcée des données empiriques. Par ailleurs, il a favorisé une collaboration intersectorielle en réunissant des acteurs issus des autorités publiques, de la société civile, du milieu universitaire et d'organisations locales. Finalement, **l'effort d'inclusivité** de l'outil, intégrant les perspectives des femmes, des jeunes et des populations marginalisées, a été encouragé, mettant en avant son rôle dans le soutien aux efforts de consolidation de la paix et le développement de politiques adaptées aux besoins des communautés vulnérables.

Cet atelier a ainsi permis d'enrichir la méthodologie grâce à des contributions locales essentielles, tout en renforçant l'adhésion des parties prenantes afin d'assurer un ancrage plus solide de l'outil dans les réalités et spécificités mauritaniennes.

Discussions clés de l'atelier

Au cours de l'atelier, les participants ont assisté à plusieurs présentations animées par des parties prenantes clés et ont pris part à des discussions de groupe enrichissantes, leur permettant de partager un ensemble de thèmes, d'idées et d'informations essentielles. Un aspect majeur abordé par les participants a été les **défis environnementaux** auxquels la Mauritanie est confrontée, notamment la désertification, la sécheresse, la montée des eaux et l'acidification des océans. Ces phénomènes affectent directement des secteurs économiques clés tels que l'agriculture et la pêche, qui représentent 60 à 70 % du PIB national. Ces problèmes exacerbent la **vulnérabilité de la population**, avec environ 33 % des habitants en situation d'extrême vulnérabilité climatique, due à des saisons irrégulières et à des catastrophes climatiques récurrentes. Les participants ont illustré ces difficultés en évoquant la sécheresse de 2023 et les inondations dévastatrices de 2024. Cependant, ils ont également souligné le potentiel significatif du pays en matière d'énergies renouvelables, notamment solaire et éolienne, pour la production d'hydrogène vert. Cette ressource ouvre la voie à des **stratégies innovantes de résilience et d'adaptation**. À cet égard, des approches visant à renforcer la résilience climatique des agro-pasteurs, des agriculteurs et des éleveurs ont été discutées.



Les participants ont aussi mis en lumière que, dans le contexte mauritanien, le changement climatique amplifie l'insécurité alimentaire, entraîne des migrations forcées et provoque des conflits autour des ressources naturelles dans certaines régions. Ces impacts agissent comme des **multiplicateurs de risques**, aggravant les vulnérabilités socio-économiques, lesquelles peuvent être exploitées par des **groupes extrémistes** à des fins de recrutement. Les participants ont rappelé qu'aucun incident terroriste n'a été signalé en Mauritanie depuis 2011, mais ils ont souligné que des risques significatifs subsistent, notamment en raison de la proximité du Mali et des flux de réfugiés. Ils ont insisté sur l'importance de clarifier les voies par lesquelles le changement climatique peut interagir avec et exacerber indirectement les risques d'extrémisme violent. Une meilleure compréhension de ces dynamiques complexes est essentielle pour orienter les efforts de prévention, notamment par le biais de cet outil méthodologique. En ce sens, les discussions ont particulièrement insisté sur la nécessité de renforcer les politiques de prévention en promouvant la résilience communautaire et l'inclusion sociale.

En ce qui concerne la cartographie des **zones prioritaires**, les participants ont indiqué que les régions du sud, de l'est, certaines parties du nord, ainsi que Nouakchott sont les plus vulnérables au nexus changement climatique/extrémisme violent. En effet, d'après leur expérience et expertise, ces zones se caractérisent par une combinaison de facteurs climatiques (sécheresse, désertification) et de risques sécuritaires (criminalité transfrontalière). La cartographie détaillée a donc été jugée cruciale pour cibler efficacement les interventions et orienter les ressources vers les régions les plus à risque.

De plus, les discussions ont souligné l'importance d'établir un **dialogue** constant avec les communautés locales dans ces zones. Cela passe notamment par des consultations régulières afin de garantir que leurs **perspectives** soient pleinement prises en compte dans la conception des politiques publiques. Dans cette optique, les participants ont également mis en avant le rôle crucial de la **sensibilisation**, qui permet non seulement de renforcer les capacités des acteurs locaux, mais aussi de favoriser leur engagement actif dans la mise en œuvre de ces politiques.

Enfin, les discussions ont aussi porté sur l'importance de la **recherche empirique** et des **politiques publiques adaptées**, promues par la méthodologie, pour répondre aux défis croisés du changement climatique et de l'extrémisme violent. Les participants ont renforcé l'idée que des données empiriques robustes sont essentielles pour guider les décisions stratégiques et aligner les interventions sur les **besoins réels** et les **perceptions des communautés locales**. Ils ont recommandé l'intégration de méthodologies quantitatives et qualitatives, incluant des indicateurs d'exposition et d'impact, pour évaluer les vulnérabilités et élaborer des solutions pertinentes. De plus, ils ont encouragé la méthodologie à fournir un **mécanisme de coopération intersectorielle** pour favoriser les initiatives coordonnées, tout en permettant l'accès aux données environnementales et à des rapports d'étude vulgarisés pour soutenir la prise de décisions éclairées.



Recommandations

- 1. Expliquer clairement le lien indirect entre changement climatique et extrémisme violent** : Développer une méthodologie qui illustre de manière accessible comment le changement climatique agit comme un multiplicateur de risques, exacerbant les vulnérabilités socio-économiques et créant des opportunités pour les groupes extrémistes pour mieux sensibiliser les utilisateurs à ces dynamiques complexes.
- 2. Simplifier la méthodologie pour la rendre accessible à tous** : Développer un outil et des procédures claires et pratiques, avec des instructions pas à pas, et des exemples concrets afin que les parties prenantes locales, y compris celles ayant une expertise limitée, puissent facilement s'approprier et utiliser la méthodologie.
- 3. Traduire les documents et outils dans les langues locales** : Assurer la traduction de tous les supports en langues locales comme le hassaniya ou le poular pour garantir une appropriation et une mise en œuvre inclusives dans les différentes communautés.
- 4. Former les acteurs locaux et renforcer leurs capacités** : Organiser des sessions de formation ciblées pour les parties prenantes locales, y compris les autorités, la société civile et les communautés de base, afin de leur permettre d'utiliser efficacement l'outil proposé et de renforcer leurs compétences en matière de résilience climatique et de prévention des risques sécuritaires.
- 5. Collaborer avec des leaders religieux et culturels pour garantir l'adhésion communautaire** : Impliquer des figures d'autorité, telles que les imams, les anciens et d'autres leaders culturels, pour transmettre des messages adaptés aux contextes locaux sur la gestion durable des ressources naturelles et la prévention des discours extrémistes.
- 6. Créer une « caisse à outils » répertoriant les cadres politiques et initiatives existants** : Concevoir une section dédiée dans la méthodologie où sont listés les cadres normatifs nationaux et régionaux, les programmes en cours et les contacts institutionnels spécifiques pour chaque domaine d'intervention, afin de guider les utilisateurs dans leur application et leur permettre d'ancrer leurs efforts dans ceux déjà existants.



- 7. Inclure des données visuelles et saisonnières dans les cartographies de risques** : Mettre à disposition des outils visuels pour illustrer les vulnérabilités locales en fonction des saisons et des impacts climatiques, afin de faciliter la compréhension et la planification des interventions par les communautés locales.
- 8. Mieux définir les concepts clés, notamment le « genre »** : Définir clairement les termes utilisés, comme « genre », en expliquant comment ils incluent différentes catégories de vulnérabilités (femmes, jeunes, personnes âgées). Intégrer les cadres existants, tels que la Stratégie nationale sur la dimension genre, pour garantir une compréhension commune.
- 9. Encourager le dialogue avec les jeunes pour contrer les discours extrémistes** : Mentionner des initiatives, telles que la Déclaration nationale de la jeunesse, et promouvoir l'inclusion des jeunes dans le processus de collecte de données pour qu'ils puissent exprimer leurs préoccupations et participer activement à la prévention des discours extrémistes.
- 10. Faire de la méthodologie un « document vivant »** : Concevoir la méthodologie comme un outil flexible pouvant être révisé régulièrement en fonction des retours d'expérience et des résultats obtenus sur le terrain. Cette adaptabilité permettra de répondre aux besoins changeants des communautés et d'intégrer de nouvelles données ou pratiques émergentes pour maximiser son impact et sa durabilité.



Merci à tous

